



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-4-1/2025-4-15]

Publicación quincenal

Mardi 1er avril.

La Monusco réitère son soutien aux Fardc pour la protection des civils en Ituri. Lors d'une déclaration à la presse à Bunia après sa rencontre avec le gouverneur de province, le général Ulisses de Mesquita Gomes, commandant de la Force de la Monusco, a déclaré : « Je suis arrivé ici pour échanger avec le gouverneur de l'Ituri afin de souligner l'importance de poursuivre les opérations conjointes avec les Fardc, mais aussi d'organiser différentes formations pour les soldats dans la région. Les opérations conjointes sont cruciales. Elles nous permettent de mieux coordonner nos actions sur le terrain et de garantir la protection des populations. Nous appliquons également le chapitre 7 de la Charte de l'ONU qui autorise des mesures de protection des civils dans des situations de conflit armé ».

L'effondrement du pont sur la rivière Lenda paralyse le trafic dans le territoire de Lubero. Son effondrement engendre plusieurs conséquences, notamment, le blocage des activités agricoles. Les paysans ne peuvent plus cultiver, menaçant les récoltes. Et les élèves sont désormais dans l'incapacité de se rendre en classe. L'autorité locale déplore également le décès par noyade d'une personne en tentant de traverser la rivière à gué.

Violents combats signalés ce matin 1^{er} avril dans le groupement de Karhongo-Nyangezi, situé dans le territoire de Walungu, à environ 20 km de Bukavu (Sud-Kivu). Les sources sur place affirment que le M23-AFC et leurs alliés de l'armée rwandaise, fortement armés, effectuent des mouvements intenses vers les lignes de front. Ces combats reprennent deux semaines après l'assaut des Wazalendo sur les positions du M23 dans les mêmes zones de Nyangezi et Nyantende.

La population de Kisangani appelée à ne pas céder à la panique face aux rumeurs d'avancée du M23. Le président de l'assemblée provinciale de la Tshopo, en évoquant les atrocités commises par les armées ougandaises et rwandaises dans les années 2000 à Kisangani, a rappelé que la rébellion n'est « pas la bienvenue » dans la ville et a insisté sur la nécessité de lutter contre les fausses nouvelles propagées sur les réseaux sociaux. Il a plaidé pour une mobilisation collective contre la désinformation et les discours complotistes, en invitant la population à « dénoncer les cas suspects ».

Il a salué la création d'un comité provincial de résistance, initié conjointement avec le gouvernement provincial, visant à préparer la population à la résistance et à la défense territoriale.

Devant le Conseil des droits de l'homme à Genève, Bintou Keita dresse un bilan alarmant des droits humains en RDC. « Je prends la parole aujourd'hui avec un sentiment d'urgence. Depuis ma dernière intervention ici, le conflit s'est enlisé, la violence s'est étendue, et la souffrance des civils s'est intensifiée », a-t-elle déclaré. La cheffe de la Monusco a dénoncé l'expansion du M23, soutenu par les forces rwandaises, ainsi que l'activisme persistant des ADF, CODECO et factions Wazalendo. « Sur les 1 099 violations des droits humains recensées depuis janvier, 88 % se concentrent dans les provinces en conflit, avec 71 % imputables aux groupes armés », a-t-elle précisé.

Consultations politiques : les leaders religieux appellent au dialogue pour la paix en RDC. Les religieux de toutes tendances se sont retrouvés lundi 31 mars aux consultations politiques. Le nonce apostolique, les représentants des églises de réveil et ceux de l'église des autochtones ont échangé avec le conseiller spécial du chef de l'État. Ces églises privilégient la voie du dialogue et invitent toutes les parties à rejoindre cet appel à la mise en commun d'idées contre la guerre.

Décès du brigadier Kabeya Senda : Me Carlos Mupili réclame un procès équitable. Selon le témoignage d'un collègue du défunt, le cortège de la Première ministre Judith Suminwa aurait roulé à contresens, en violation du code de la route. Les gardes du corps de la Première ministre auraient battu à mort le brigadier Kabeya Senda après qu'il aurait intercepté leur cortège pour cette infraction routière. « Nous parlons d'une mort dans des circonstances infractionnelles qui doit être traitée dans une procédure de flagrance », a déclaré Me Carlos Mupili, activiste des droits de l'homme. « Le décès du policier Kabeya éclabousse la Première ministre », écrit Congo Nouveau dans ses colonnes.

La Nouvelle société civile dénonce la détérioration de la fourniture en électricité à Kinshasa. Les coupures intempestives, les délestages prolongés et les pannes généralisées laissent de nombreux habitants dans l'obscurité pendant des semaines. Cette situation, déplore la NSCC, met en péril le quotidien des populations, paralyse les activités économiques et compromet sérieusement l'accès aux services essentiels, tels que la santé et l'éducation. « Si aucune amélioration n'est constatée dans les plus brefs délais, la Nouvelle société civile congolaise se réserve le droit d'intensifier ses actions citoyennes pour faire entendre la voix des consommateurs kinois », a averti Jonas Tshombela.

Retrait de la force de la SADC en RDC: que prévoit l'accord avec le groupe politico-militaire AFC/M23. Selon les termes du document signé, l'AFC/M23 s'engage à faciliter le retrait immédiat des troupes de la SAMIDRC avec leurs armes et équipements. *Un départ par l'aéroport, pas par le Rwanda.* Les militaires de la SADC, en particulier sud-africains, ont exprimé leur refus de quitter le territoire congolais via la frontière rwandaise. « Le traumatisme provoqué par les vidéos montrant des membres européens d'une société militaire privée traversant la frontière Goma-Gisenyi les mains levées, reste vivace », dit une source. La SADC a donc accepté les conditions posées par l'AFC/M23, dont la participation à la réhabilitation de l'aéroport de Goma. Cela implique notamment le nettoyage des lieux, y compris le déminage et l'évacuation des explosifs restés sur place après les affrontements entre les Forces armées de la RDC (soutenues par les milices Wazalendo) et l'AFC/M23, appuyé de son côté par l'armée rwandaise. (RFI)

Mercredi 2 avril.

Violations des droits humains en RDC : l'ONU appelle à une action internationale coordonnée. « Depuis le début de l'année, nous avons recensé 602 victimes d'exécutions extrajudiciaires et sommaires, commises par toutes les parties au conflit », a indiqué la Haute-Commissaire adjointe aux droits humains de l'ONU, lors d'une réunion du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur la situation en RDC. Elle a par ailleurs mis en lumière la progression alarmante des violences sexuelles liées au conflit, qui ont connu une augmentation de plus de 270 % entre janvier et février. Parallèlement, la crise alimentaire atteint des proportions dramatiques dans le pays, touchant près de 26 millions de personnes, soit près d'un quart de la population. A cela s'ajoutent les déplacements massifs de populations. La Haute-Commissaire adjointe a souligné que près de 7,8 millions de personnes étaient aujourd'hui déplacées à l'intérieur du pays, dont 3,8 millions uniquement dans les deux provinces du Kivu. L'ampleur de ces déplacements, combinée à la violence systématique, exacerbe selon elle les souffrances des civils, pris au piège dans une guerre interminable. « Après près de trois décennies de guerre et plus de six millions de morts, il devrait être parfaitement clair qu'il n'existe pas de solution militaire à ce conflit », a-t-elle affirmé, insistant sur la nécessité urgente d'une solution politique durable. Face à cette situation dramatique, la ministre congolaise a exhorté la communauté internationale à se mobiliser davantage.

Négociations directes entre le M23/AFC et le Gouvernement : une première rencontre préparatoire prévue le 9 avril au Qatar (médias). L'objectif de la rencontre, est d'entamer des négociations directes entre Kinshasa et la rébellion en vue de trouver une issue à la guerre qui endeuille les populations de l'Est de la RDC et qui a contraint des millions de personnes à l'errance. Félix Tshisekedi, et Paul Kagame ont convenu de poursuivre les discussions entamées à Doha afin de poser les bases d'une paix durable dans le cadre du processus désormais fusionné Luanda/Nairobi, selon la déclaration du ministère des Affaires étrangères du Qatar.

Procès de la tentative de coup d'État à Kinshasa : grâce présidentielle pour trois Américains condamnés à mort. Les trois graciés sont Benjamin Zalman, Taylor Thompson et Marcel Malanga, fils de Christian Malanga, chef de la bande décadé. Leur peine a été commuée en perpétuité, selon l'ordonnance présidentielle. Sur les 37 condamnés dans ce procès, cinq sont des étrangers, dont les trois Américains. Deux autres condamnés sont de nationalité canadienne et belge. Jean-Jacques Wondo, le Belge, bénéficiaire d'une liberté conditionnelle pour des raisons humanitaires, n'est pas concerné par cette grâce présidentielle.

Mort violente d'un policier de la circulation à Kinshasa : Judith Suminwa exprime son profond regret. Elle rassure l'opinion publique que la justice militaire s'est déjà saisie d'office et qu'une enquête est ouverte pour faire toute la lumière sur les circonstances du décès. Faisant allusion à une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux imputant à l'escorte de Judith Suminwa la mort de ce policier de circulation routière, le communiqué de la Primature appelle la population à ne pas céder à la manipulation et à la spéculation autour du regretté décès du brigadier Fiston Kabeya. Le policier de circulation routière Fiston Kabeya Senda aurait été brutalement agressé la semaine dernière par l'escorte de la Première ministre et est mort dimanche dernier, deux jours après avoir été sorti de l'auditorat militaire de Kinshasa pour des soins à l'hôpital. Sa dépouille est gardée à la morgue du Camp Kokolo. La police a annoncé avoir ouvert une enquête.

Jacquemain Shabani suspend la mise en congé technique des agents publics du Nord-Kivu absents à Beni. Le ministre de l'Intérieur, Sécurité et Décentralisation, a instruit le gouverneur de rapporter cette décision pour cause de force majeure. De plus, le ministre de l'Intérieur a demandé de faire un état des lieux de la situation depuis sa prise de fonctions. Dans une circulaire signée le lundi 31 mars, le gouverneur du Nord-Kivu, avait mis en congé technique tous les cadres et agents des services publics de la province qui n'avaient pas encore répondu présent à Beni, chef-lieu provisoire de la province. Le gouverneur évoquait comme raisons le cas de force majeure et des contraintes budgétaires inhérentes à l'occupation d'une grande partie de la province du Nord-Kivu.

Ituri : 10 807 déplacés de Tchomia arrivent à Angumu après des affrontements. Ces déplacés, ayant fui les violences dans la chefferie de Bahema Banywagi, se retrouvent dans une situation de grande précarité. Les conditions d'accueil restent difficiles, et les besoins humanitaires sont croissants. Face à cette situation, les autorités locales lancent un appel urgent aux autorités provinciales et aux organisations humanitaires pour mobiliser les moyens nécessaires à l'assistance des déplacés. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) s'engage à partager l'alerte avec les acteurs des réponses rapides afin d'évaluer les besoins prioritaires et d'envisager une intervention d'urgence dans les zones d'accueil. Cette nouvelle crise humanitaire s'ajoute à un contexte déjà fragile en Ituri, marqué par des cycles de violences et des déplacements de populations récurrents. (Actualité.CD)

Jeudi 3 avril.

Médecins sans frontières alerte sur le risque de pénurie de médicaments essentiels à Walikale. « Ces derniers jours, la situation a continué de se détériorer. La violence a gravement affecté l'accès aux soins de santé, car 80 % de la population a fui la ville en entendant les tirs d'artillerie et en craignant les hostilités. Cela accroît la pression sur des ressources médicales déjà limitées. D'ici deux semaines, nos équipes sur le terrain commenceront à faire face à une pénurie de médicaments essentiels, ce qui compliquera encore leur capacité à fournir une assistance médicale urgente ». La dernière livraison aérienne reçue par MSF au Nord-Kivu remonte au 17 janvier 2025. L'aéroport de la région étant toujours non opérationnel, l'acheminement de l'aide humanitaire constitue un défi majeur. Les défis logistiques restent critiques, en l'absence de routes ou de voies aériennes viables pour transporter les fournitures et le personnel.

Tshopo : plus de 500 maisons détruites et des milliers de sinistrés après de fortes pluies. Des pluies diluviennes accompagnées de vents violents se sont abattues sur plusieurs quartiers des communes de Tshopo et Kabondo, à Kisangani, entre le 14 et le 15 mars. Les précipitations, qui ont duré toute la journée du vendredi et une partie de la nuit, ont cessé aux alentours de 5 h du matin, laissant derrière elles un lourd bilan matériel et humain. Au moins 514 maisons ont été détruites sous l'effet des rafales de vent, plongeant de nombreuses familles dans une situation précaire. Environ 1 542 ménages, soit 7 711 personnes, se retrouvent sans abri et passent leurs nuits à la belle étoile, exposés aux intempéries et à l'insécurité. Des pertes en biens de valeur ont également été signalées, aggravant davantage la détresse des sinistrés.

Affrontements M23-Wazalendo à Masisi : les habitants terrés dans leurs maisons. Les combattants Wazalendo ont lancé une offensive contre les M23 pour tenter de les déloger du chef-lieu du territoire de Masisi, qu'ils occupent depuis plusieurs mois. D'autres sources parlent d'une contre-offensive des rebelles du M23 contre les Wazalendo venus de l'axe Nyabiondo, menaçant leurs positions à Masisi-centre depuis lundi. Surpris par ces attaques matinales, les habitants de Masisi, notamment ceux des quartiers autour de l'hôpital de référence, sont restés terrés dans leurs maisons. **Les Fardc et Wazalendo reprennent le contrôle de Walikale,** le mercredi 2 avril soir, selon des sources locales. Depuis dimanche, des échanges de tirs ont opposé à plusieurs reprises les Wazalendo aux rebelles du M23, qui avaient commencé à quitter la zone depuis le 20 mars dernier. Ces affrontements ont eu lieu notamment sur les axes reliant la cité-Belge aux villages Ngora et Mutakato, en direction de Goma, exacerbant la panique parmi les habitants. Une opération de ratissage est actuellement menée dans le centre de Walikale par l'armée congolaise et ses alliés locaux, afin de sécuriser la zone.

Arrivée de déplacés de Goma à Lubumbashi : le gouvernement provincial apporte une assistance. Dix familles, composées de 44 personnes dont douze enfants, sont arrivées à Lubumbashi depuis plusieurs semaines. Elles sont installées au centre du foyer social de la commune de Kamalondo avec l'aide de la division provinciale des affaires sociales. Dépouillés de tout, ils vivent dans des conditions précaires, exposés aux intempéries et à diverses maladies, dont le choléra. Ce mardi, ces déplacés ont reçu une assistance constituée de vivres et de non-vivres, dont des sacs de farine de maïs, de riz, de haricots, de l'huile, des braises, des seaux et autres ustensiles de cuisine. Ces déplacés venus de Goma rejoint la ville de Lubumbashi par route et par bateau en passant par Uvira, et ensuite Kalemie dans le Tanganyika.

Les États-Unis réaffirment leur engagement de mettre fin du conflit en RDC, annonce le conseiller pour l'Afrique de Trump. « Nous souhaitons une paix durable qui affirme l'intégrité territoriale et la souveraineté de la RDC, tout en posant les bases d'une économie régionale florissante. Cette relation présente un grand potentiel, et nous apprécions l'occasion de discuter de la voie à suivre avec nos homologues ici à Kinshasa », a affirmé Massad Boulos. Il a également évoqué un accord sur les minéraux proposé par la RDC : « Nous visons à stimuler les investissements du secteur privé américain en RDC, notamment dans le secteur minier, pour contribuer à la prospérité de nos deux pays ». Massad Boulos et son équipe vont se rendre au Rwanda, Kenya et Ouganda pour rencontrer des chefs d'État et des dirigeants d'entreprises.

38 cas de meurtre enregistrés à Butembo en trois mois (REDHO). Le Réseau pour les droits de l'homme, a appelé les autorités à renforcer la sécurité des populations : « Pour le premier trimestre de l'année 2025, le REDHO a documenté plusieurs cas de meurtre, d'assassinat et de justice populaire ; 14 cas en janvier, 9 en février et 15 en mars. Sur ces 38 cas, 11 sont des cas de justice populaire, soit 29 % ». La commune de Kimemi et ses environs ont enregistré le plus grand nombre de meurtres et d'assassinats.

Le gouverneur du Nord-Kivu reporte sa circulaire sur la mise en congé technique des fonctionnaires présents dans les zones occupées. Sur instruction du ministre de l'Intérieur, cette nouvelle directive, prise le 2 avril, annule l'obligation pour ces agents de se déplacer vers Beni, invoquant les difficultés sécuritaires et logistiques. Les agents sont désormais encouragés à rester dans leurs localités pour éviter les risques de persécutions et d'exactions, notamment à Goma. Toutefois, les droits et avantages sociaux des fonctionnaires, tels que la prise en charge médicale, restent garantis, à l'exception de ceux ayant fait allégeance à la rébellion de l'AFC/M23.

Vendredi 4 avril.

La CENI alerte sur l'enlèvement de quatre de ses agents par le M23/AFC à Bukavu, pendant qu'ils étaient sur leur lieu de service. Dans un communiqué de presse publié le 3 avril à Kinshasa, la CENI précise que ces agents ont été conduits à une destination inconnue. Depuis lors, ils ne sont pas joignables ni par leurs familles ni par la CENI.

La délégation CENCO-ECC présente aux États-Unis son projet pour le retour de la paix en RDC. Mercredi 2 avril, ils ont été reçus à New York par le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, ainsi que par Jérôme Bonnafont, représentant permanent de la France auprès des Nations Unies. La veille, mardi 1er avril, ces leaders religieux avaient rencontré à Washington le Responsable Afrique du département d'État américain. Jeudi, ils ont poursuivi leurs échanges à Washington avec des membres du Congrès américain travaillant sur les affaires extérieures, notamment celles liées à l'Afrique, a rapporté Mgr Donatien Nshole, secrétaire général de la Cenco.

Kalemie : l'administrateur du territoire annonce des mesures contre les tracasseries militaires. Cette réponse fait suite aux plaintes de la société chinoise Great Lakes Cement (GLC), victime d'agressions par des militaires à Kabimba. L'administrateur du territoire de Kalemie (Tanganyika), a présenté jeudi 3 avril, un plan d'action pour endiguer les tracasseries militaires, incluant des patrouilles mixtes et des sanctions judiciaires. Il a exigé des commandants militaires une collaboration stricte avec les autorités civiles, menaçant de poursuites tout soldat impliqué dans des exactions.

Des hôpitaux en détresse faute de médicaments à la suite de la guerre du M23 au Sud-Kivu. Parmi les structures les plus touchées, l'hôpital général de référence de Shabunda, pourtant bénéficiaire du programme gouvernemental de gratuité des maternités, ne parvient plus à assurer les soins obstétricaux de base. « Les patients décèdent faute de traitements adéquats. La gratuité des césariennes est devenue insoutenable sans produits pharmaceutiques. Les structures sanitaires sont incapables de couvrir les besoins élémentaires ».

“Le niveau de négligence globale dont sont victimes les civils dans l'est de la RDC devrait faire honte aux dirigeants du monde” (Jan Egeland, Secrétaire général du Conseil Norvégien pour les Réfugiés)

« Aujourd'hui, alors que l'insécurité est profonde et que de nombreuses familles sont retournées dans leur région d'origine, une action concertée doit être menée pour enfin soutenir correctement la population. L'aide humanitaire et

l'aide au développement doivent maintenant être prioritaires : la population de la RDC ne doit plus être confrontée à cette situation », a déclaré M. Egeland. Les combats se poursuivent en RDC, piégeant des milliers de familles sans ressources pour reconstruire leur habitat ou cultiver de la nourriture. Chaque jour, la situation se détériore davantage, laissant les populations déplacées dans une précarité extrême. Malgré les efforts des équipes humanitaires, comme celles du NRC, l'aide d'urgence reste largement insuffisante face à l'ampleur des besoins. Depuis huit ans, la RDC figure parmi les crises de déplacement les plus négligées au monde. La répétition des conflits, le manque de financement et l'absence d'une diplomatie humanitaire efficace ont plongé des millions de personnes dans une détresse prolongée. Chassées de leurs maisons puis des camps où elles trouvaient refuge, ces familles sont contraintes de survivre dans des conditions inhumaines. Certaines n'ont d'autre choix que de s'aventurer dans des zones dangereuses pour ramasser du bois, de monnayer leur corps contre de la nourriture ou d'envoyer leurs enfants mendier. L'aide humanitaire manque cruellement de financement. Les États-Unis, qui ont longtemps été le principal donateur en RDC, ont réduit leur soutien, entraînant l'arrêt ou la suspension de nombreux projets financés par l'USAID. (**Actualité.CD**)

Lamuka s'oppose à l'accord minier entre la RDC et les États-Unis. Au lendemain des échanges entre le président congolais Felix Tshisekedi et Massad Boulos, conseiller principal pour l'Afrique du Président Donald Trump, sur un accord sur les minéraux proposé par la RDC, le porte-parole de Lamuka, déclare : " nous prôtons une coopération économique gagnant-gagnant. Les minéraux stratégiques de notre pays sont épuisables, et toute coopération économique doit en tenir compte. Malheureusement, l'accord que Félix Tshisekedi propose à la superpuissance américaine n'est ni plus ni moins qu'un bradage des ressources de notre pays, le peuple congolais n'en veut pas". Cet opposant accuse le régime de Tshisekedi de chercher la protection militaire des Etats-Unis parce qu'il n'a pas su mettre en place une politique de défense pour la RDC.

La Monusco inaugure un centre de formation de métiers à Komanda. Le centre est équipé pour la menuiserie, la coupe et couture, et la pâtisserie. Cent bénéficiaires directs, dont des jeunes à risque et des femmes vulnérables, y ont appris ces différents métiers, leur permettant d'envisager l'avenir avec assurance et sérénité. « Ce projet est le 3^{ème} que la Monusco exécute à Komanda. Le 1^{er} était une savonnerie, mais lors d'attaque des ADF il a été détruit ».

La Ceni publie la feuille de route du cycle électoral 2028 : les élections générales fixées au 16 décembre. Les grandes étapes de ce processus électoral sont : Début de la cartographie électorale : 2025 ; Actualisation du fichier électoral : 2026 ; Révision des listes électorales : 2027 ; Formation des agents électoraux : 2027 ; Sensibilisation des électeurs : 2027-2028 ; Elections générales : 16 décembre 2028. Ces étapes visent à garantir des élections transparentes et inclusives, affirme la Ceni qui invite toutes les parties prenantes à s'impliquer activement dans ce processus.

Accalmie depuis une semaine dans la région de Fataki, après des violents affrontements la milice Codeco et l'armée ougandaise déployée dans la zone. L'administrateur du territoire de Djugu, attribue l'amélioration de la situation sécuritaire dans la zone de Fataki, aux récentes consultations menées par le chef d'état-major général adjoint des Fardc en charge des opérations, en collaboration avec les forces ougandaises (UPDF) et les leaders communautaires. La reprise du trafic sur la RN27 a permis une baisse des prix des denrées alimentaires à Bunia.

Samedi 5 avril.

Le drapeau de la RDC flotte de nouveau au centre de Walikale après sa reprise par les Fardc. Il a été hissé jeudi 3 avril par l'autorité territoriale, après le retrait des rebelles M23/AFC et leurs alliés rwandais, mercredi 2 avril à l'issue des combats contre l'armée congolaise appuyée par les combattants locaux Wazalendo. Les activités socioéconomiques ont repris timidement le 4 avril à Walikale-centre, après que les rebelles ont quitté cette cité qu'ils ont occupée pendant environ deux semaines. Ils se seraient repliés sur l'axe Masisi d'où ils étaient venus. Les activités scolaires n'ont toujours pas repris deux semaines après leur suspension et les activités minières sur le site de Bisie restent suspendues.

L'ONG Caritas assiste les femmes enceintes et les enfants malnutris à Lubero. L'assistance fournie comprenait des bouillies enrichies pour la prise en charge nutritionnelle d'urgence, du sucre et Mebendazole (vermifuge) pour lutter contre les carences et les parasitoses intestinales. « Nous avons enregistré plus de 190 enfants malnutris ayant bénéficié de la bouillie enrichie, ainsi que des adultes en situation critique. C'est une avancée majeure, car aucune organisation n'était présente sur l'axe Manguredjipa jusqu'ici ». Caritas prévoit d'étendre son assistance aux zones de santé de Musienene, Masereka et Biena, où les besoins humanitaires restent criants. La région de Lubero, visée par les ADF, subit des attaques régulières entraînant déplacements massifs et insécurité alimentaire, selon la société civile locale.

7 policiers poursuivis pour le meurtre du brigadier Kabeya Senda Fiston à Kinshasa. Ils sont tous identifiés comme membres de l'Unité de protection et hautes institutions (UPI/HP) en détachement à la Primature. Les prévenus sont poursuivis pour des violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner et violation des consignes.

Lors de la première audience, les juges ont procédé à l'identification formelle des prévenus, parmi lesquels, figure deux commissaires supérieurs adjoints, deux sous-commissaires, un brigadier en chef et un agent de police. La justice militaire cherche à établir les responsabilités individuelles dans ce drame, survenu après que le brigadier Kabeya aurait tenté d'interpeller le cortège de la Première ministre pour une infraction routière. Ce procès cristallise les tensions autour des abus et de l'impunité des cortèges officiels dans la capitale congolaise.

Massacre dans le Nord-Kivu : une dizaine de morts dans un raid armé à Nyiragongo et Goma. Les attaquants ont ciblé des habitations vers 20 heures, procédant à des exécutions sommaires. Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux, montrent des corps sans vie, dont certaines victimes surprises à leur table, et d'autres retrouvées dans différentes pièces des maisons. Les sources locales évoquent un chaos indescriptible, avec des scènes de « tristesse absolue ». Cette attaque survient après plusieurs autres meurtres récents, dont celui d'un revendeur de crédits téléphoniques criblé de balles le 1^{er} avril dans le même quartier. La population de Goma, confrontée à une criminalité urbaine galopante et à une impuissance des autorités, exprime un profond désarroi.

RDC: où en est le processus de Doha au Qatar ? Deux semaines après la prise de Walikale-centre, l'AFC/M23 s'est retiré de cette cité. Le groupe armé évoque un geste en faveur des efforts de paix en cours. Sur le continent, les processus régionaux semblent marquer le pas, mais à Doha, au Qatar, une médiation discrète se poursuit. Les délégations ont regagné leurs quartiers généraux respectifs. Elles devaient, selon des sources diplomatiques, retourner à Doha une semaine plus tard. Mais, à ce jour, aucune invitation formelle n'a encore été adressée et les détails logistiques n'ont pas été communiqués. **Préalables.** L'AFC/M23 a transmis ses préalables. La première phase tenue à Doha n'a débouché sur aucun résultat concret. Selon des sources proches du dossier, une autre interrogation portait sur le mandat confié à la délégation de Kinshasa, et plus particulièrement sur sa capacité décisionnelle, étant essentiellement composée de cadres des renseignements et de militaires. Des responsables rwandais ont également été conviés une fois de plus à Doha. Selon un officiel rwandais, il ne s'agissait pas d'une discussion entre l'AFC/M23, les gouvernements congolais et rwandais, mais d'une suite à la rencontre du 18 mars à Doha entre les chefs d'État congolais, rwandais et qatarien. **Discretion.** Deux démarches distinctes, précise cette source. Il est établi que Doha exige une grande discrétion. Une exigence d'autant plus forte que, sur le continent, cette médiation est accueillie avec réserve. Le Kenya, l'Angola et d'autres pays africains engagés dans les efforts de paix dans la région des Grands Lacs commentent peu l'initiative qatarie. Des diplomates indiquent que ces pays restent attachés au principe de « solutions africaines aux problèmes africains ». (RFI)

Kisangani : les détenus de la prison centrale face à un manque criant de nourriture et de soins médicaux. Conçue pour 500 détenus, la prison en compte désormais 1 350. Cette surpopulation chronique s'explique en partie par l'afflux de militaires fuyant les conflits dans l'Est du pays. La nourriture pose également problème. Ceci crée des tensions entre les détenus et les militaires qui ont leur propre philosophie en ce qui concerne les civils. Des initiatives locales d'organisations caritatives, communautés religieuses pallient partiellement les carences étatiques.

Tanganyika : plus de 1000 ménages victimes des inondations sans assistance dans le territoire de Kalemie. Les dégâts sont considérables et les victimes se trouvent sans aucune aide humanitaire. Certains habitants se réfugient dans des camps de déplacés ou chez des familles d'accueil, mais aucun soutien humanitaire n'est disponible. Toute la chefferie est envahie par les eaux du lac Tanganyika. Nous n'avons pas les moyens nécessaires pour aider les sinistrés.

Dimanche 6 avril.

Des dégâts importants à Kinshasa et au Kongo-Central après la pluie de samedi. Une pluie torrentielle s'est abattue sur Kinshasa dans la nuit de vendredi à samedi 5 avril, causant des pertes humaines et des dégâts matériels considérables.

Des bandits armés ont profité de la situation pour cambrioler des maisons. Circulation interrompue sur la route Kinshasa-Matadi. Dans le territoire de Kasangulu, au Kongo-Central, la pluie a causé d'importants dégâts. Les poids lourds et les bus sont bloqués depuis samedi matin. Bien qu'aucune perte en vie humaine n'ait été signalée dans le territoire de Kasangulu, les dégâts matériels sont considérables. La pluie a également laissé de nombreuses personnes sans abri. **Près de 14 communes de Kinshasa privées d'eau potable après les inondations.** Cette situation résulte entre autres, des dommages subis par la station de captage d'eau de la rivière Ndjili, située dans la commune Ndjili, qui a été gravement affectée par la crue. Lors d'une réunion d'urgence avec le ministre de l'Intérieur a indiqué que des travaux de réparation étaient en cours, avec un rétablissement prévu dans les 72 heures. Il a confirmé des pertes humaines et souligné l'impact sur les infrastructures électriques de la Société nationale d'électricité (SNEL) également touchées par les eaux. Il a aussi dénoncé les constructions en zones interdites, notamment sur des terrains marécageux ou l'emprise des cours d'eau, aggravant les inondations. Il a annoncé une opération de déguerpissement forcé pour évacuer les habitants des zones à risque, insistant sur le respect des règles d'urbanisme pour éviter de « futures calamités ». **Inondations à Kinshasa : plusieurs personnes bloquées sur le boulevard Lumumba passent la nuit**

dans leurs véhicules. L'une des scènes les plus chaotiques se déroule sur le pont Ndjili. Des milliers de personnes et de véhicules y sont bloqués depuis samedi après de graves inondations. Plusieurs personnes ont passé la nuit sur le pont, immobilisées dans leurs véhicules faute de passage, alors que le niveau des eaux augmente et se rapproche dangereusement de la structure du pont. À ces Kinois bloqués sur le pont s'ajoutent aussi plusieurs curieux venus observer cette scène incroyable. La situation est dramatique : des pertes humaines sont déjà déplorées, bien que le bilan exact reste encore à confirmer, selon les autorités.

Inondations à Kinshasa : des solutions se mettent en place mais peu de moyens pour l'évacuation des familles piégées par les eaux (témoignages). Des familles piégées par les eaux dans leurs maisons inondées ont commencé à être secourues ce dimanche 6 avril après-midi dans l'est de la ville de Kinshasa. L'évacuation se fait avec les moyens du bord. Les sauveteurs sont en majorité des jeunes des quartiers qui transportent des enfants sur leurs épaules et aident les adultes à ne pas se noyer en les tenant fermement. Une fois sorties de leurs maisons, certaines familles ont été prises en charge par des agents de la Croix-Rouge. Le gouverneur Daniel Bumba, qui fait le tour de ces quartiers sous les eaux dans un canot rapide, est interpellé par ses administrés, certains les pieds dans l'eau, d'autres coincés dans leurs maisons, présentant leur situation dramatique. Jusqu'à l'après-midi de ce dimanche, les véhicules n'avaient pas bougé du pont Ndjili où ils sont immobilisés depuis la veille. Cependant, beaucoup parmi ceux qui étaient bloqués dans leurs véhicules les ont abandonnés. Ils ont marché pour rejoindre leurs domiciles, témoigne un jeune homme qui a laissé son véhicule vers Debonhomme pour rentrer à pied chez lui vers l'aéroport de Ndjili. **Solutions pour les voyageurs.** À la suite du débordement de la rivière Ndjili dont les eaux se déversent sur la chaussée du boulevard Lumumba, le ministère des Transports, Voies de communication et Désenclavement a invité les voyageurs dont les vols sont prévus ce dimanche soir à emprunter les navettes (par voie fluviale) de l'ONATRA pour atteindre l'aéroport international de Ndjili. Si ce communiqué ne donne aucune information sur le fait que ces navettes soient payantes ou gratuites, des témoins rapportent que certains passagers ont payé jusqu'à deux cents dollars américains pour prendre ces navettes et atteindre l'aéroport.

780 anciens députés réclament le paiement de 10 mois d'arriérés de salaire. Les députés provinciaux de l'ensemble de la République réclament le paiement de leurs arriérés évalués à 10 mois ainsi que leurs indemnités de sortie. Ils sont au total 780 pour l'ensemble du pays, dont 28 pour la province de la Tshopo. La législature concernée est celle de 2018 à 2023. Ces députés honoraires appellent à l'intervention personnelle du Chef de l'État, Félix Tshisekedi, afin que leur revendication puisse être prise en compte et qu'ils soient payés.

Plus de 1000 ménages de personnes déplacées sans assistance à Baswagha-Lubena (Beni) située à une cinquantaine de km de Beni, Nord-Kivu. Ces populations ont fui les attaques des rebelles des ADF dans les territoires de Lubero (Nord-Kivu) et Mambasa (Ituri) depuis près de trois ans. « Ils survivent ici sans aide spécifique. Aucune assistance ne leur parvient, et même le centre de santé local manque cruellement de médicaments. Nous exigeons du gouvernement et des partenaires humanitaires une intervention urgente et le rétablissement durable de la paix pour permettre leur retour. »

Nouvelle attaque des rebelles ADF à Mambasa : 3 morts. L'attaque a eu lieu dans un carré minier situé à 5 km de PK26, où ces hommes armés s'en sont pris aux paysans. Ces derniers étaient en train de travailler dans leurs champs, où trois d'entre eux ont été tués par ces insurgés. Trois autres paysans ont été également blessés à la machette, et des témoins sur place affirment que dans leur fuite, ces rebelles ont pris plusieurs autres personnes en otage. L'entrée de ces hommes armés a provoqué un mouvement de populations vers Mambasa-centre et Mayuano, deux agglomérations sécurisées par les forces de l'ordre. La Convention pour le respect de droits de l'homme (CRDH) parle d'un bilan encore provisoire.

Lundi 7 avril.

Inondations à Kinshasa : le Gouvernement annonce un bilan provisoire de 33 morts recensés. Ce bilan, communiqué par le ministère de l'Intérieur reste provisoire. Lors de la réunion d'urgence, présidée par le ministre de l'Intérieur, il a été décidé d'impliquer l'armée, la Direction générale des migrations, la régie des voies fluviales et la Direction générale des douanes et accises afin d'assurer le transport des populations vivant dans les zones submergées vers des sites d'accueil identifiés. Quatre sites d'accueil ont été préparés : L'Institut Lumumba, où 115 familles sont prises en charge, Kitomesa à Ndjili, avec 100 familles prises en charge, Kimwenza, qui accueille 70 familles. Le stade Tata Raphaël, déjà opérationnel. L'armée a déployé des véhicules pour transporter les personnes bloquées depuis 24 heures sur le boulevard Lumumba, entre le pont Matete et le quartier 1. **Inondations à Kinshasa : le ministère de la Santé déploie un dispositif sanitaire d'urgence.** Le ministre de la Santé publique, a précisé les mesures mises en place : Installation d'un dispositif sanitaire d'urgence sur le site ; Distribution de médicaments, de moustiquaires et de kits hygiéniques ; Mobilisation d'équipes médicales mobiles pour prévenir les risques épidémiques. Il a réaffirmé que la prise en charge des sinistrés constitue la priorité absolue du gouvernement. Sur place, le ministre a pu constater l'ampleur des dégâts causés par les pluies diluviennes et écouter les préoccupations des populations sinistrées. **Le ministre de l'Urbanisme recommande la démolition des constructions anarchiques.** Ces bâtiments, souvent

illégalement érigés, obstruent fréquemment les voies d'écoulement naturelles et aggravent les inondations. Toute nouvelle occupation du sol devra désormais être subordonnée à un plan d'urbanisme approuvé ou à une autorisation préalable, garantissant ainsi un développement urbain ordonné. Le ministre a aussi préconisé le curage des ouvrages d'assainissement ainsi que le nettoyage immédiat des canaux et des cours d'eau, afin de faciliter un meilleur écoulement des eaux de pluie. **1050 sinistrés enregistrés au site du stade du 20 Mai.** Ces personnes ont été visitées par le Chef de l'État, Félix Tshisekedi, accompagné de son épouse, Denise Nyakeru. Il a exprimé son soutien et a assuré que le gouvernement prend toutes les dispositions nécessaires pour leur prise en charge. Il a par ailleurs assuré à ces sinistrés qu'ils resteront sur ce site jusqu'à ce que toutes les dispositions soient prises pour leur retour dans leurs milieux de vie.

Des produits agricoles pourrissent à Djugu faute de moyens de transport et de l'insécurité, tels que des pommes de terre, des choux, des tomates et des haricots. Cette situation affecte particulièrement les régions de LARGU et DRODRO, où les cultivateurs ne parviennent pas à acheminer leurs récoltes vers les centres de consommation urbains comme Bunia. La société civile locale déplore une double conséquence : la perte des denrées agricoles et la pénurie de produits de première nécessité habituellement acheminés depuis Bunia. Le responsable de la société civile de Bahema Nord, précise que le prix du carburant a bondi de 3 500 à 5 000 francs congolais le litre. Cette crise touche aussi les territoires voisins d'Irumu et Mambasa, sous l'emprise de milices. La population réclame une sécurisation durable pour relancer l'économie agricole de cette région fertile, historiquement considérée comme le grenier de l'Ituri.

Urgent appel à l'aide face à l'afflux massif de déplacés à Lubutu, dans le Maniema. Dans la localité de Lubutu, rien qu'entre le 14 et le 25 mars, les autorités locales y ont enregistré l'arrivée de près de 12 500 personnes déplacées, soit 2 500 ménages. À cela s'ajoutent les 8 400 personnes déjà arrivées, depuis janvier, fuyant de manière préventive les violences. Même l'hôpital général de Lubutu est débordé. Plus de 200 déplacés y dorment, certains à même le sol. Le nombre de cas de paludisme et de maladies diarrhéiques est en hausse. Sur place, la société civile lance un cri d'alarme. « La situation sur le terrain reste totalement critique. Les déplacés passent leurs nuits chez les familles d'accueil, églises, écoles et maisons abandonnées. Jusqu'à présent, aucune assistance n'a été fournie à ces populations vulnérables, parmi lesquelles figure un grand nombre d'enfants et de femmes dont des femmes enceintes, des femmes allaitantes, les enfants qui ont abandonné les études et les survivantes, les femmes violées. La Société civile de Maniema, antenne de Lubutu, sollicite au gouvernement congolais et ses partenaires humanitaires de nous venir en aide en vivres et non vivres et, dans le domaine médical, de nous assister en surveillance épidémiologique. » (RFI)

Ituri : 21 morts en trois mois faute d'accès aux soins de santé de qualité au site de Kigonze, à Bunia. Cette situation tragique découle, entre autres, des difficultés rencontrées par ces déplacés pour accéder à des soins de santé de qualité. Les femmes âgées et les enfants comptent parmi les groupes les plus touchés par cette crise sanitaire. En septembre dernier, les déplacés du site de Kigonze éprouaient des difficultés d'accès à l'eau potable. Ils font leurs besoins dans des toilettes pleines d'excréments. Depuis plusieurs mois, elles ne sont plus vidées.

Mardi 8 avril.

Inondation à Kinshasa : 14 communes et sites d'hébergement des sinistrés desservis en eau potable. « L'usine de la Regideso à N'Djili produit 330 000 mètres cubes par jour, ce qui en fait la plus importante en termes de production d'eau potable. Ce sont près de 14 communes de Kinshasa qui sont touchées par ce problème. Nous avons élaboré des réponses d'urgence, notamment par la mise à disposition de camions citernes qui circulent dans ces communes pour approvisionner la population en eau potable », a-t-il expliqué. Des camions citernes sont aussi déployés sur les sites accueillant des personnes sinistrées, notamment au stade Tata Raphaël et au stade des Martyrs. La Regideso travaille à rétablir le réseau de distribution d'eau endommagé dans un délai de 48 heures.

La RDC suspend tous ses contrats de lobbying passés avec des cabinets américains. « Au regard de la volonté mutuellement exprimée de relancer des partenariats stratégiques entre les deux administrations, la RDC retient dans sa démarche l'impératif de privilégier des échanges directs avec la nouvelle administration américaine, et cela, par des canaux officiels et autorisés. En conséquence, elle procède, sans délai à la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de tout contrat, démarches ou propositions de lobbying passés ou faits entre elle et des entités, firmes ou cabinets américains spécialisés dans ce domaine, notamment le contrat avec la firme Earhart Turner LLC », rapporte le communiqué. Cette décision intervient quelques jours après la visite à Kinshasa de Massad Boulos, conseiller principal pour l'Afrique du Président américain Donald Trump. Le 3 avril, avait évoqué un accord sur les minéraux proposé par la RDC.

Clôture ce mardi des consultations politiques pour la formation d'un Gouvernement d'union nationale. Cette initiative vise à rassembler majorité, opposition, société civile et personnalités indépendantes pour répondre à la grave crise sécuritaire qui menace l'unité et la stabilité de la République démocratique du Congo. Cependant, plusieurs partis et acteurs politiques de l'opposition affirmaient boycotter ces consultations politiques initiées par le Chef de l'Etat. Ces opposants estimaient que cette démarche de Félix Tshisekedi ne résoudra pas la crise sécuritaire actuelle, mais va plutôt consolider un pouvoir en crise de légitimité. Ils soutiennent plutôt l'initiative d'un dialogue inclusif tel que préconisé

notamment par les évêques de la Conférence épiscopale nationale du Congo et les pasteurs de l'Eglise du Christ au Congo (ECC), pour offrir une issue durable au conflit dans l'Est de la RDC. Les discussions dans ces consultations s'articulent autour de principes jugés fondamentaux par les autorités : la suprématie de la Constitution, l'unité nationale, l'intangibilité des frontières, la souveraineté, le respect des institutions établies et la gouvernance inclusive.

Au moins 57 décès dus au cholera rapportés à Tshopo en deux mois. Le premier foyer a été identifié en février 2025 à Lowa (territoire d'Ubundu), en amont du fleuve Congo. Entre le 24 février et le 2 mars, la maladie s'est étendue aux zones de santé rurales de Wanierukula, Yakusu ainsi qu'à la zone urbaine de Makiso à Kisangani. Le rapport sanitaire fait état de 292 cas recensés, avec un taux de létalité alarmant de près de 20%.

Au moins 26 hippopotames retrouvés morts en 3 jours au Parc national des Virunga. Une crise sanitaire frappe le secteur de Lulimbi, située à la frontière du lac Édouard et de l'Ouganda, cette zone est le nouvel épiscentre d'une résurgence de la maladie du charbon, une zoonose bactérienne mortelle pour les animaux et transmissible à l'homme. Selon des sources administratives locales, cette épidémie survient trois ans après une précédente alerte en avril 2021, où 10 hippopotames et buffles avaient succombé à la même maladie dans la rivière Ishasha. Selon le chargé des relations extérieures du parc, un communiqué officiel est attendu pour clarifier les mesures d'urgence.

A Uvira, le ministre de la Défense place les Wazalendo sous le commandement exclusif de la RAD (société civile). Pour assurer un meilleur encadrement des combattants locaux, supplétifs de l'armée, le ministre de la Défense les a donc placés sous le commandement direct du coordonnateur national de la Réserve armée de la défense (RAD). La société civile a également plaidé pour un accompagnement des Wazalendo, qui, selon eux, ont résisté face aux rebelles.

Plus de 12 civils tués dans des incursions des ADF à Irumu en l'espace de deux semaines. La situation sécuritaire reste préoccupante dans plusieurs entités du sud du territoire d'Irumu, reconnu comme l'épicentre des exactions des rebelles des ADF. Au moins cinq incursions de ces hommes armés ont été enregistrées la semaine dernière. De nombreux civils ont perdu la vie et leurs maisons ont été incendiées par les assaillants au cours de ces incursions. Signalons le cas du groupement de Bandavilemba, où huit civils ont été tués dimanche à la machette.

Des villages transformés en cités ou communes à Masisi, en supprimant tous les droits coutumiers. Ainsi, la localité de Luunche, dans la chefferie de Bahunde est transformée en cité avec de nouvelles autorités. Le village Rubaya, jadis chef-lieu de la localité de Luunche, devient une autre cité autonome avec une nouvelle administration. D'après certains notables, cette restructuration, qui s'observe dans beaucoup de zones occupées, est en train de mettre en péril le pouvoir coutumier. Les anciens chefs coutumiers, qui refusent de collaborer avec les rebelles, sont tués et remplacés par d'autres.

L'ancien président Joseph Kabila annonce son retour en RDC. Officiellement installé depuis l'an dernier en Afrique du Sud, l'ancien président congolais est à nouveau sorti, mardi 8 avril, du silence dans lequel il s'était muré ces dernières années. Dans une déclaration écrite, celui-ci annonce son prochain retour en RDC, justifiant sa décision par la gravité de la situation sécuritaire et institutionnelle sur place et par sa volonté de contribuer à la recherche d'une solution à la crise que le pays traverse actuellement. *Un retour avec quelles intentions ?* Officiellement installé depuis un an en Afrique du Sud pour travailler sur une thèse consacrée aux relations entre la Chine et la RDC, Joseph Kabila semble donc avoir mis l'exécution de ce projet entre parenthèses. Reste que son retour annoncé en RDC, à un moment où le climat politique est particulièrement tendu à Kinshasa, soulève plusieurs questions, notamment celle de ses intentions. Joseph Kabila pourrait-il, par exemple, faire éventuellement cause commune avec l'AFC/M23 de Corneille Nangaa, qui tente de consolider ses positions dans le conflit qui l'oppose à l'armée congolaise dans l'est du pays ? Interrogé sur ce point, l'entourage de l'ancien chef de l'État n'exclut pas cette hypothèse mais se contente d'une réponse laconique : « Participer à l'action de l'AFC ? C'est possible... » L'initiative intervient en tout cas alors que son parti, le PPRD, a fait sa rentrée politique la veille, lundi 7 avril, et qu'il avait un peu plus tôt rejeté l'appel du président Félix Tshisekedi à rejoindre les consultations pour la composition d'un gouvernement d'union nationale. **(RFI)**

Mercredi 9 avril.

Début des pourparlers entre le Gouvernement congolais et le M23 ce mercredi à Doha, capitale du Qatar. Ce mercredi marque une étape importante avec une première rencontre en face-à-face entre les deux camps. Selon plusieurs sources, le M23/AFC a déjà soumis à la médiation qatarie un cahier des charges détaillant ses revendications et ses conditions pour une éventuelle désescalade. La rébellion exige également des garanties claires sur le pouvoir décisionnel de la délégation de Kinshasa avant d'aborder les sujets clés des négociations. Cette rencontre pourrait conclure la première phase, axée sur les consultations et l'établissement d'un contact direct entre les parties. Si les échanges s'avèrent constructifs, les discussions pourraient évoluer vers des questions de fond, notamment : le principe d'un cessez-le-feu, l'analyse des revendications de l'AFC/M23, les conditions posées par le Gouvernement congolais.

Cependant, la médiation qatarie devra faire preuve de persuasion pour surmonter les tensions persistantes entre les deux camps.

Publication du rapport de l'Éducation nationale en RDC: plusieurs avancées mais de nombreux défis restent à relever. Le rapport souligne les efforts déployés pour moderniser les méthodes d'apprentissage et intégrer les personnes en situation de handicap. La ministre de l'Éducation nationale a également souligné les efforts pour renforcer la qualité de l'enseignement et améliorer les conditions de travail des enseignants. Ces initiatives visent à garantir un environnement d'apprentissage optimal pour les élèves. Au moins 404 écoles ont été réceptionnées dans le cadre du programme PDL-145 Territoires, dont 57% sont des écoles primaires situées principalement dans les zones rurales. Le nombre d'inscrits au primaire a augmenté d'au moins 10%, ce qui témoigne des efforts continus pour rendre l'éducation accessible à tous.

Malgré ces avancées, le rapport indique que des défis importants subsistent. Le faible financement du secteur éducatif et la vulnérabilité du système scolaire face aux crises sécuritaires et climatiques sont des préoccupations majeures.

Conflit en RDC : l'Ouganda peine à gérer l'afflux massif de réfugiés congolais. Plus de 40.000 Congolais ont trouvé refuge en Ouganda depuis le mois de janvier, date du début de l'offensive des rebelles du M23, soutenus par l'armée rwandaise, dans l'est de la RDC. Au total, le pays accueille 1,8 million de réfugiés, dont 600.000 Congolais, qui continuent d'arriver au rythme de 600 personnes par jour au cours des deux dernières semaines. « Dans un contexte de coupes budgétaires, cette forte augmentation des arrivées de réfugiés risque de submerger les capacités du pays », s'inquiète l'agence des Nations Unies pour les réfugiés. Pour preuve démontre le communiqué, depuis janvier, jusqu'à neuf enfants de moins de cinq ans seraient morts d'anémie liée à la malnutrition dans les centres ougandais de transit de Nyakabande et Matanda, dans le sud-ouest du pays, où sont accueillis les nouveaux arrivants congolais. Ces derniers sont principalement des femmes et des enfants, arrivés à pied pour certains, en provenance majoritairement du Nord – Kivu. Près de 4.000 réfugiés ont traversé le lac Albert pour rejoindre l'Ouganda dans des conditions précaires, après avoir voyagé pendant des heures dans des bateaux surchargés et dans des conditions météorologiques difficiles.

Inondations à Kinshasa : le bilan passe de 33 à 43 morts. Le nombre de sinistrés hébergés dans les différents sites d'accueil officiels s'élève à 2 956 personnes, tandis que le nombre de décès est de 43. Par ailleurs, 46 personnes sont hospitalisées », précise le communiqué. **Des habitants parcourent de longues distances pour chercher de l'eau.** Depuis cinq jours, plusieurs communes de l'Est de Kinshasa, notamment Masina, Kimbanseke et Matete, sont confrontées à une pénurie d'eau. Dans un communiqué publié dans la soirée du 8 avril, le ministère de l'Intérieur a annoncé que des interventions étaient en cours pour restaurer les services vitaux.

Kindu : 130 femmes vulnérables formées en coupe et couture, au centre de formation professionnelle de l'ASBL Vision 4. Cette formation s'inscrit dans le cadre de l'autonomisation et de la réinsertion socio-professionnelle de ces dernières. Les autorités ont salué ce genre d'initiative qui, selon elles, permet de combattre le chômage et la mendicité.

Uvira : lancement de l'opération d'identification des combattants Wazalendo. Le nouveau commandant de la 33^e région militaire mène cette opération au lendemain de la réaffectation des unités Wazalendo et des Fardc sur le champ de bataille, après la visite du ministre de la Défense nationale, venue pour la réorganisation des troupes sur le terrain. Car le commandement entre les Wazalendo et les Fardc à Uvira posait un sérieux problème.

Tshopo : plus de 2 millions d'enfants attendus à la campagne de vaccination contre la polio. Au moins 2 270 000 enfants de moins de 14 ans sont attendus pour cette campagne vaccinale, prévue jusqu'au 14 avril. Le gouverneur de la Tshopo a appelé la population à s'en approprier afin d'en garantir le succès. À cet effet, il a exhorté les parents à préparer leurs enfants, car les vaccinateurs passeront de porte à porte pour administrer les doses de vaccin.

Affrontements à Kalehe : les Wazalendo récupèrent 4 agglomérations des mains du M23. Les 6 et 7 avril dernier, les Wazalendo et les rebelles M23 se sont affrontés dans les Hauts plateaux sur les collines surplombant Bushushu, Lemera et Ihusi. À l'issue de ces combats, la coalition Wazalendo, a récupéré les agglomérations de Shanje, Bushaku 1, Bushaku 2 et Nyawaronga. Des sources locales indiquent que la majeure partie de la population s'est déplacée vers Bushushu, Mabuka et Ihusi, fuyant la violence des combats.

Jeudi 10 avril.

Doha : le début des discussions entre le gouvernement et les rebelles reporté à une date ultérieure. Selon l'agence de presse anglaise Reuters, les deux camps évoquent des raisons organisationnelles. Cependant, d'autres sources confirment que les deux délégations se trouvent bien à Doha. La délégation de l'AFC/M23, conduite par le coordonnateur adjoint Bertrand Bisimwa, accompagné du colonel Imani Nzenze, chargé des renseignements et des opérations militaires, aurait même posé plusieurs préalables qu'elle présente comme des « mesures de confiance » pour

entamer des négociations directes avec le gouvernement. De son côté, le gouvernement exigerait un cessez-le-feu sans condition, notamment le retrait des rebelles des villes de Bukavu et Goma. Nos sources évoquent des positions transmises à la médiation qatarie, qui annonce des discussions difficiles, dont l'issue dépendra de la volonté des deux parties à trouver un terrain d'entente. Ces échanges sont présentés comme une avancée majeure dans la recherche d'une sortie de crise.

Inondations à Kinshasa : 30 911 ménages sinistrés, selon la DPS. La DPS a indiqué que les eaux de pluie ont endommagé 42 écoles, 73 établissements de santé (ESS), 3 260 maisons d'habitation ainsi que 3 893 toilettes. L'organisation a relevé les risques élevés de maladies hydriques (choléra, typhoïde) et de maladies à potentiel épidémique, tout en signalant les conditions précaires dans les sites d'hébergement, marquées par le manque d'eau potable, l'absence de toilettes hygiéniques et l'insuffisance de kits d'hygiène. Ces inondations sont, entre autres, dues à la transformation des rivières en égouts à ciel ouvert. La DPS a également recommandé la mobilisation des fonds pour les secours d'urgence.

Vaccination contre la poliomyélite : plus de 400 000 enfants ciblés dans la province du Maniema. Seules 6 zones de santé sur les 18 que compte la province participeront à cette campagne qui s'étendra du 10 au 14 avril. Pour marquer le lancement, une caravane motorisée a parcouru les artères de Kindu afin de sensibiliser la population et d'inciter les parents à faire vacciner leurs enfants. Le succès de cette campagne repose sur la mobilisation des familles, des acteurs de santé et des partenaires. Ensemble, ils peuvent éradiquer cette maladie qui menace les enfants et renforcer la santé publique.

Après 3 jours de combat, 8 localités de Kalehe, jadis contrôlées par les M23, passent sous occupation des Wazalendo. Huit agglomérations du territoire de Kalehe, dans la province du Sud-Kivu, sont désormais occupées par des Wazalendo des Raia Mutomboki. Ces victoires ont été obtenues le 9 avril, après de violents affrontements avec les rebelles du M23. Par ailleurs, des mouvements massifs de troupes du M23 ont été signalés, en provenance de l'aéroport de Kavumu, renforçant les lignes de front.

La compagnie minière Alphamin reprend ses activités à Bisie, dans le territoire de Walikale. Après trois semaines de suspension de ses activités à Bisie, Alphamin prévoit de redéployer progressivement ses employés « dans le cadre d'un plan de reprise par phases, tout en surveillant de près la situation sécuritaire ». La société a indiqué disposer de consommables et de pièces de rechange suffisants pour soutenir cette reprise. Elle précise également que, malgré l'évacuation ordonnée de son personnel à la mi-mars 2025, les activités de maintenance et les exportations de concentré d'étain n'ont pas été interrompues. Entre le 1^{er} janvier et le 8 avril 2025, Alphamin déclare avoir vendu et exporté environ 4 500 tonnes d'étain et environ 280 tonnes encore en transit, ainsi que des stocks limités disponibles sur place. Le prix de la tonne d'étain a enregistré une hausse de 1,38 % : il s'élève à 33 051 USD, contre 29 855 USD la semaine précédente.

Beni : 117 prisonniers libérés par grâce présidentielle. Parmi les prisonniers libérés figurent soixante-quatorze policiers, des militaires ainsi que des civils dont trois femmes. En 2024, plus de 80 détenus sont décédés dans cette prison en raison des conditions de détention difficiles. Actuellement, l'établissement héberge 1 573 détenus, dont 73 femmes, alors que sa capacité d'accueil initiale est estimée entre 250 et 300 places.

Le contingent sénégalais de la Monusco fait don de médicaments et équipements à la prison centrale de Bunia. « La commission sociale de l'unité de police constituée sénégalaise (SENFPU) de la Monusco à Bunia, souhaite par ce geste rappeler à tout un chacun que les personnes privées de liberté restent des êtres humains, qui ont aussi droit à une bonne santé pour mieux s'épanouir ». Pour le personnel médical de la prison centrale de Bunia, ce don est d'une grande utilité et va améliorer la prise en charge des détenus malades. Cependant, le dispensaire de la prison centrale de Bunia est confronté à un défi majeur : le manque d'équipements pour effectuer des examens médicaux en laboratoire. À ce jour, la prison centrale de Bunia héberge 2 098 détenus, alors que sa capacité d'accueil initiale est de seulement 500 places.

Plus de 100 enseignants de Masisi, Rutshuru et Walikale réclament leurs salaires impayés depuis 3 mois. Selon des sources locales, ils traversent une période particulièrement difficile, non seulement en raison du conflit armé, mais aussi à cause de la crise financière qui frappe les zones occupées. Ces enseignants, auparavant payés via la CARITAS, ont adressé une lettre à la ministre de l'Éducation nationale le 7 avril, à l'issue d'une rencontre d'évaluation, afin de solliciter son intervention dans ce dossier. Contacté, le responsable de l'éducation au Nord-Kivu, Jean-Marie Gbaweza, a indiqué que le processus de transfert des salaires via Mobile Money était sur le point d'aboutir.

Dans la perspective de son retour, Joseph Kabila réactive ses soutiens. Dans cette galaxie qui gravite autour de l'ex-chef de l'État, un nom revient toutefois en particulier : celui de John Numbi. Ancien chef de la police nationale devenu

par la suite inspecteur général des Fardc, celui-ci est recherché par la justice militaire congolaise, notamment dans le cadre de l'affaire de l'assassinat de Floribert Chebeya et de Fidèle Bazana, ce qui l'a conduit à se réfugier au Zimbabwe. Sous le coup d'une demande d'extradition de Kinshasa depuis 2022, cela ne l'a cependant pas empêché de refaire parler de lui à la fin de l'année 2023 en menaçant publiquement le président Félix Tshisekedi dans une vidéo sur les réseaux sociaux. Côté congolais toujours, les sources contactées affirment que Joseph Kabila échangerait avec des opposants récemment exilés en Europe - en Belgique - et compterait parmi ses soutiens plusieurs leaders communautaires du Nord-Kivu, dont certains auraient été liés à des groupes armés. En dépit des tensions avec le Rwanda qui avaient particulièrement marqué la fin de son mandat, Joseph Kabila maintient également des contacts avec Kigali où il a envoyé des émissaires à plusieurs reprises ces derniers mois. A propos de sa relation avec le président rwandais Paul Kagame, l'un de ses proches croit savoir qu'elles se sont largement apaisées. Reste enfin la question de Corneille Nangaa : quel lien entretient Joseph Kabila avec l'ancien président de la Ceni devenu le coordinateur de l'AFC/M23 ? Selon un membre de son entourage, les deux hommes échangent, mais il n'en dit pas davantage... Si le rapprochement entre l'AFC/M23 et Joseph Kabila se confirme, cela mettrait en danger le régime de Félix Tshisekedi. (RFI)

Le bilan du naufrage de la baleinière JADOS passe de 22 à plus de 50 victimes. L'embarcation accidentée avait quitté Mbandaka pour se rendre au marché de Mobenzeno, situé à plus de 40 km de la ville. Selon certaines sources, les causes du drame seraient liées à la navigation nocturne ainsi qu'à la surcharge de l'embarcation. Les secours poursuivent les recherches dans l'espoir de retrouver d'éventuels survivants et de repêcher d'autres corps.

Vendredi 11 avril.

Des militaires des Fardc accusés d'exporter frauduleusement le cacao vers l'Ouganda. Selon la société civile de Watalinga : « la fraude est organisée par différents services se trouvant le long de la frontière. Vous trouvez, par exemple, des colis de cacao qui sont accompagnés par des services militaires en tenue et munis d'armes à feu. Ceci pour faire traverser ces produits vers l'Ouganda. » Le porte-parole de l'armée annonce une action de la justice militaire contre les soldats impliqués dans cette mafia, rappelant que ces militaires agissent pour leur propre compte.

Une dizaine de décès liés aux avortements clandestins en trois mois à Djugu, dans la zone de santé de Mangala et à Mongwalu. Dans cette zone, des adolescentes, faute de moyens, se livrent à la prostitution dans des sites miniers. Elles vendent de petits articles aux creuseurs artisanaux sous le contrôle des miliciens, tandis que d'autres y sont carrément employées. Les victimes recourent souvent à des méthodes contraceptives pour provoquer l'avortement, ce qui les conduit parfois à la mort : « Ça, c'est dans des pharmacies où il y a des décès, des avortements criminels. Il y a des décès d'enfants filles après avoir subi des viols dans des sites. » Mais il y a beaucoup plus de données dans la communauté qui ne nous arrivent pas à cause de l'absence de la restauration de l'autorité de l'État. »

Tanganyika : la milice Fimbo na Fimbo adhère au programme de désarmement volontaire. Le groupe armé Fimbo na Fimbo a officiellement accepté de participer au programme de désarmement volontaire dans la province du Tanganyika. Le leader de cette milice a rencontré les autorités provinciales le 9 avril dans le territoire de Kalemie et a remis, symboliquement, une arme à feu, des munitions et des flèches aux autorités, marquant ainsi le début de leur engagement dans ce processus. Les miliciens de Fimbo na Fimbo sont accusés d'avoir commis des atrocités dans plusieurs localités. Leur adhésion au programme de désarmement représente une étape importante pour restaurer la paix.

La défaillance de l'urbanisation et la mauvaise gestion des déchets sont les causes majeures des inondations à Kinshasa. Selon l'ONG Réseau congolais pour la gestion des déchets, la géographie particulière de la ville, combinée à une urbanisation défaillante et une mauvaise gestion des déchets, constitue les causes majeures de ces catastrophes récurrentes. Pour y remédier, elle appelle à l'organisation des états généraux de l'environnement et de l'assainissement en RDC, un forum destiné à examiner en profondeur ces problématiques et à formuler des solutions efficaces et durables.

Dénonciation d'irrégularités dans la nomination des magistrats en RDC. Un collectif de 800 candidats magistrats réservistes, issus du concours de recrutement de 2022, affirme que 200 magistrats nommés n'auraient pas satisfait aux exigences du concours, évoquant des pratiques présumées de corruption et le non-respect des critères officiels. Dans une déclaration un représentant venu de l'intérieur du pays a souligné les sacrifices consentis : déplacements coûteux depuis les provinces vers Kinshasa sur demande du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) ; perte d'emplois, endettement, et même décès parmi les candidats, conditions de vie précaires (nuits à la belle étoile, frais de logement non pris en charge). Le collectif interpelle directement le chef de l'État, qualifié de « magistrat suprême », pour qu'il réponde à « l'urgence, l'équité et l'espérance » en régularisant leur situation. Ils accusent le Conseil supérieur de la magistrature d'avoir inclus des noms irréguliers dans les propositions soumises à la présidence.

Poursuite des combats dans les Kivu malgré les négociations à Doha sous la médiation qatarie. Au Sud-Kivu, dans le secteur de Lemera (Kalehe), des combattants Wazalendo ont repris une dizaine de localités notamment, Shanje, Bushaku 1 et 2, ainsi que Nyawaronga, selon des sources locales. Ces offensives entre Bukavu et Uvira ont été lancées après que l'AFC/M23 a dégarni certaines positions pour préparer le redéploiement de ses combattants en vue d'une offensive sur deux autres grandes villes de l'Est du pays, poursuivent les mêmes sources. Cependant au Nord-Kivu, depuis deux jours, dans le territoire de Lubero, des sources concordantes rapportent que l'AFC/M23 ont occupé sept villages, tandis que Walikale-Centre est désormais sous contrôle des FARDC et des Wazalendo. Dans ce contexte tendu, la rébellion a dénoncé le 10 avril, une violation du cessez-le-feu par le gouvernement congolais.

Les peuples pygmées réclament leur place au sein du Gouvernement d'Union nationale. Ces peuples autochtones, se définissant comme gardiens du patrimoine forestier du bassin du Congo, sollicitent le soutien de la communauté internationale, des organisations de la société civile, ainsi que des institutions de défense des droits de l'homme dans leur lutte pour la justice et la reconnaissance de leur dignité en tant que Congolais. « Nous sommes les gardiens du bassin du Congo. Mais depuis que notre pays a accédé à l'indépendance, nous, peuples autochtones pygmées, n'avons jamais participé à des dialogues, alors que nous sommes des citoyens congolais comme tous les autres. Il est important que nous, les peuples autochtones pygmées, puissions participer à la gestion de la chose publique ».

Libération de plus 40 ex-otages des ADF par les Fardc au Nord-Kivu, dans plusieurs localités du territoire de Lubero. Un proche collaborateur d'un chef des ADF, de nationalité congolaise, s'est également rendu aux forces de la coalition. Dans son intervention, président de la société civile de Beni a souligné l'importance de construire la paix et a encouragé les membres des ADF encore actifs à quitter ce groupe pour mettre fin à la souffrance qu'il inflige à la région. Cette opération, fruit des efforts conjoints des FARDC et de l'UPDF dans le cadre des opérations Shujaa, marque une étape importante dans la lutte contre les violences dans la région du Nord-Kivu.

Des agriculteurs de Masisi déplorent le vol de leurs récoltes durant la guerre. Après avoir fui les affrontements entre l'armée régulière et le M23, ces habitants espéraient retrouver leurs récoltes à leur retour, mais à leur grande déception, leurs champs avaient été vidés. Bananes plantains, haricots, pommes de terre, manioc... tout a été emporté, laissant ces familles sans moyens de subsistance. Ce vol aggrave la détresse des habitants, déjà éprouvés par les déplacements forcés. Certains ne peuvent même pas accéder à leurs champs en raison de l'insécurité persistante. Ces agriculteurs demandent une assistance en vivres pour survivre, ainsi que des intrants agricoles pour relancer leurs activités.

Samedi 12 avril.

La baisse des importations de produits pétroliers au Nord-Kivu inquiète les opérateurs économiques. À Goma, la consommation de carburant illustre la crise. Un habitant qui utilisait 50 litres de carburant par semaine, consomme aujourd'hui difficilement 20 litres, voire moins, rapportent des revendeurs des produits pétroliers. De même, les trafics entre Goma et le reste de la République sont quasiment inexistantes, notamment les trajets entre Goma et Kisangani où des camions consommaient autrefois jusqu'à 2500 litres. La suspension des activités par les ONG humanitaires, grandes consommatrices de carburant, a également contribué à l'effondrement des importations. Sur le plan fiscal, on observe une baisse des frais douaniers au poste de la Grande Barrière. Un camion de 40 m³ qui payait 13 000 dollars américains de frais douaniers en paie actuellement 9 000 dollars, font savoir les pétroliers. Cette réduction des charges douanières n'a pas stimulé la consommation, qui reste entravée par la forte diminution du pouvoir d'achat des consommateurs. Les fermetures de banques et les déplacements d'habitants vers d'autres régions aggravent encore cette situation.

Des tirs nourris et des bombardements entendus à l'ouest de Goma. Les quartiers Keshero et Lac-vert ont été particulièrement touchés par ces tirs, selon des sources dans la zone. Il s'agirait d'échanges entre les rebelles de l'AFC/M23, qui contrôlent la ville depuis trois mois, et des hommes armés assimilés aux Wazalendo et aux Fardc. Sur place à Goma, l'AFC/M23 a indiqué que ses positions ont été la cible des attaques de la coalition FARDC-Wazalendo-FDLR. Cette situation a plongé la ville dans la frayeur et la panique.

Réduction du prix du nouveau passeport biométrique à 75 USD en RDC. Cette mesure, remplace l'ancien prix de 99 USD instauré en 2019, afin de « garantir à chaque citoyen le droit fondamental de circuler librement sans entrave financière », selon le gouvernement. Cette décision s'inscrit dans une vision plus large de l'action du public, celle de rapprocher l'Etat des réalités quotidiennes de ses citoyens. La ministre des Affaires étrangères, a reçu pour instruction d'élaborer un calendrier détaillé incluant la date de lancement officiel, en coordination avec les ministères des Finances et du Budget. L'exécution devra concilier rigueur administrative et préservation des engagements contractuels en cours.

Violences sexuelles en RDC : chaque 30 minutes, un enfant est violé, alerte l'Unicef. Le porte-parole de l'Unicef, a également précisé que près de 10 000 cas de viols et violences sexuelles ont été documentés entre janvier et février 2025, les mineurs représentant 35 à 45 % des victimes totales. « Il ne s'agit pas d'incidents isolés, mais d'une crise systémique. Certains survivants sont des enfants en bas âge. C'est une arme de guerre, une tactique délibérée de terreur ». Il a souligné que les données réelles pourraient être bien plus élevées en raison de la stigmatisation, de la peur des représailles et de l'insécurité persistante. L'accès aux soins médicaux, au soutien psychologique et à l'assistance juridique est gravement compromis, notamment par une pénurie de kits de prophylaxie post-exposition VIH et des coupes budgétaires.

RDC : les recettes publiques atteignent 5 723 milliards de FC au premier trimestre 2025, dépassant les prévisions estimées à 5 244,7 milliards de FC, soit un taux de réalisation de 109 %. Ces résultats sont également le fruit de la vision et du pilotage du ministre des Finances, dont les efforts constants pour améliorer la gouvernance budgétaire, renforcer la discipline fiscale et optimiser la mobilisation des ressources internes portent des fruits tangibles. Cependant, ces bons résultats en matière de recettes contrastent avec une forte pression sur les dépenses publiques. Les dépenses, prévues à plus de 5 829,166 milliards de CDF, ont atteint 7 360,420 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 126 %. Ce dépassement est largement attribuable aux impératifs sécuritaires, notamment les opérations militaires en cours dans l'Est du pays, qui continuent de requérir des ressources conséquentes. Le déficit budgétaire, initialement projeté à 584,466 milliards de CDF, a été réévalué à 1 637,384 milliards de CDF en raison de ces dépenses exceptionnelles.

Ituri : le gouvernement provincial reçoit 4 ambulances, don de l'ONG MSF. Ce don provient de l'ONG internationale Médecins Sans Frontières (MSF), dans le cadre du projet « Réponse chirurgicale pour la prise en charge des malades souffrant de traumatismes et de blessures physiques ». Ces véhicules permettront d'intervenir dans les zones de santé de Jiba et de Mongwalu, dans le territoire de Djugu, ainsi qu'à Komanda. Ces entités accueillent presque chaque jour des patients, en majorité victimes des atrocités perpétrées par des groupes armés présents dans la province. Un autre véhicule a été remis à la direction provinciale de la Croix-Rouge afin de faciliter les interventions de secours et les premiers soins.

La fin de l'aide américaine change déjà la réponse humanitaire dans un pays qui en est très dépendant. En RDC, ces financements représentent 70 % des 1,33 milliard de dollars versés en 2024. Plus de 8 000 personnes privées d'accès au traitement VIH en RDC, une campagne de vaccination contre le Mpox menacée, des cliniques mobiles fermées, des épidémies sans réponse sanitaire ou encore 14 000 agriculteurs qui n'auront pas les semences prévues : ce sont les conséquences à très court terme, pour le seul mois d'avril, que prévoit le Forum des ONG après l'arrêt des financements américains. La RDC a besoin de 2,58 milliards de dollars pour sa réponse humanitaire en 2025. En temps normal, cette réponse peine à être financée en raison du caractère chronique de la crise. Cette fois-ci, sans le milliard versé par les États-Unis, impossible de boucler les budgets de nombreuses ONG. En 2024, 3 millions de personnes ont bénéficié de cette aide américaine dans le pays. Enfin, le Forum s'inquiète aussi « des investissements perdus » avec la fin brutale de programmes pourtant prévus sur de nombreuses années. Chaque année, moins de 50 % du montant estimé nécessaire de 2,5 milliards de dollars, arrive à être effectivement mobilisé. Les conséquences de l'arrêt de l'aide américaine sont déjà une réalité pour le directeur du Forum des ONG en RDC. (RFI)

Dimanche 13 avril.

Inondations à Kinshasa : le gouvernement apporte une aide alimentaire et non alimentaire aux sinistrés. Il s'agit de vivres, de paquets d'eau et d'autres effets nécessaires à la survie des victimes logées sur différents sites. Vendredi dernier, une équipe de la ministre des Affaires sociales a rendu visite aux victimes hospitalisées à l'hôpital général de référence Mères et Enfants de Barumbu ainsi qu'au centre de santé de référence et maternité Vijana, afin d'évaluer leur prise en charge médicale. Les sinistrées ayant donné naissance ont reçu l'assurance de la ministre Aziza Munana des Affaires sociales, que leurs besoins vestimentaires ainsi que ceux de leurs nourrissons seraient pris en charge. Elle a également effectué d'autres visites dans les quartiers sinistrés et aux sites d'hébergement, notamment celui de Tata Raphaël, pour s'assurer de la distribution des vivres non périssables et des biscuits.

Médecins sans frontières condamne fermement l'usage des armes dans et autour des hôpitaux de Goma. L'organisation internationale Médecins sans frontières (MSF) a dénoncé avec vigueur l'incursion armée survenue dans l'hôpital de Kyeshero, à Goma, au Nord-Kivu, entre le 4 et le 5 avril. Une vingtaine d'hommes armés affiliés au groupe M23/AFC ont pénétré dans l'enceinte de cet établissement médical, cherchant des personnes qui y avaient trouvé refuge.

Cet assaut a entraîné la mort d'une personne, blessé trois autres et agressé violemment deux membres du personnel hospitalier. Margot Grelet, coordinatrice des urgences pour MSF à Goma, a souligné que l'usage de la force et des armes dans cet hôpital avait transformé un lieu censé être sûr en une zone dangereuse. Elle a déclaré : « Ces événements sont inacceptables et ne doivent en aucun cas se reproduire, ni à Goma ni ailleurs ». MSF a également alerté sur une augmentation alarmante des violences ciblant les structures et le personnel médical dans l'est de la RDC depuis le début

de l'année 2025. L'organisation rapporte avoir été confrontée à une quinzaine d'incidents violents affectant directement les hôpitaux qu'elle soutient dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. Ces attaques mettent en péril la sécurité des patients et des équipes médicales, risquant de provoquer la suspension de certains services essentiels.

Le gouvernement rapporte 52 morts lors d'une attaque « organisée et simulée » attribuée au M23 à Goma. Le gouvernement congolais a annoncé un lourd bilan humain suite aux violences survenues à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, dans la nuit du 11 au 12 avril. Le document officiel recense également 297 assassinats et exécutions sommaires, 72 viols, des centaines de disparitions, plus de 146 cas de tortures corporelles, ainsi que le pillage de plus de 2 000 têtes de bétail et de véhicules entre le 6 et le 11 avril 2025. Si des sources locales évoquent une tentative d'incursion des Wazalendo pour reprendre la ville, le gouvernement rejette cette thèse, accusant plutôt le M23 d'avoir orchestré une attaque préméditée contre les civils.

A Mambasa, des présumés ADF conditionnent l'accès des paysans à leurs champs par le paiement de taxes. Des miliciens présumés des Forces démocratiques alliées (ADF) imposeraient une taxe de 10 USD aux agriculteurs pour accéder à leurs champs, dans le village de Matolo, dans le territoire de Mambasa. Cette zone, surnommée le « triangle de la mort », relie les territoires de Mambasa, Irumu et Beni (Nord-Kivu), et connaît une recrudescence d'activités rebelles depuis début mars. Les combattants distribueraient des jetons aux paysans acquittant la taxe, tandis que les récalcitrants s'exposeraient à des représailles mortelles. Face à ces menaces, de nombreux cultivateurs ont fui vers Bahaha, Mamove ou Beni, tandis que ceux restés sur place se plient aux exigences des assaillants, rapportent des acteurs locaux.

Les Fardc et les Wazalendo lancent des offensives contre le M23 sur plusieurs fronts au Sud-Kivu, notamment à Katana (territoire de Kabare) et à Burhale (territoire de Walungu), le samedi 12 avril. Le M23 a massivement quitté l'aéroport de Kavumu pour renforcer ses lignes de front au nord, sur l'axe Katana-Kabamba-Kalehe, tandis que les Wazalendo tentent de progresser vers cet aéroport désormais partiellement évacué, rapportent des sources dans la zone. A Walungu, les combats ont repris après une brève accalmie, paralysant toutes les activités à la paroisse de Burhale.

L'Union africaine nomme Faure Gnassingbé médiateur pour la paix dans l'Est de la RDC. Faure Gnassingbé, Président de la République togolaise, prend la relève du Président angolais João Lourenço, qui a récemment décidé de se retirer de son rôle de médiateur. Le premier défi que doit relever le nouveau médiateur de la crise congolaise est celui de la restauration de la confiance entre les parties. Kinshasa accuse Kigali de soutenir les rebelles de l'AFC/M23, ce que le Rwanda dément. Les précédentes médiations ont échoué à cause de cette méfiance, aggravée par des combats persistants malgré différents cessez-le-feu prononcés. En second lieu, le président Togolais devra harmoniser les initiatives de paix existantes : les processus de Nairobi (pilote par l'EAC) et de Luanda (sous l'égide de l'Angola) qui n'ont pas permis de bâtir un cadre unifié. Faure Gnassingbé devra proposer une feuille de route cohérente, intégrant les dimensions sécuritaires, politiques et humanitaires. L'autre enjeu sera de coordonner ses efforts avec la médiation qatarie en cours, qui vise une négociation directe entre le gouvernement congolais et les rebelles de l'AFC/M23. Il s'agira d'éviter les chevauchements et renforcer la complémentarité entre les différentes démarches diplomatiques. Enfin, le contexte régional de cette médiation reste marqué par des intérêts géopolitiques divergents.

Lundi 14 avril.

Lubero : les ADF accusés d'utiliser les populations de Bapere pour l'exploitation illégale d'or. Selon la Nouvelle Société Civile du secteur de Bapere, il y a quelques jours, les rebelles ADF ont demandé aux orpailleurs de regagner leurs habitations, avec la promesse qu'ils ne seraient plus attaqués ni tués. En contrepartie, ces populations doivent chercher de l'or au profit des rebelles ADF, qui leur ont même fixé le prix d'un gramme à 45 USD. L'administrateur du territoire de Lubero, a condamné cette pratique avant d'appeler ses administrés à la vigilance.

Mbuji-Mayi : des centaines d'enfants s'adonnent aux activités économiques pour leur survie. Ces enfants exercent des petits commerces au marché central de Bakwandanga à Mbuji-Mayi, où ils offrent un spectacle poignant. Ils vendent divers articles, tels que des sacs plastiques aux clients pressés, des beignets encore chauds, des œufs ou quelques morceaux de fromage. Aux alentours de l'aéroport, d'autres enfants proposent des articles de toilette rudimentaires. Plus surprenant encore, de jeunes adolescents sillonnent la ville avec de véritables pharmacies ambulantes. **Leur motivation.** Ils cherchent à gagner de quoi payer leur scolarité dans des écoles privées, les établissements publics étant devenus inaccessibles en raison de l'afflux massif d'élèves lié à la gratuité. Face à cette crise d'accès à l'éducation, la division des affaires sociales du Kasai-Oriental a mis en place un programme de rattrapage scolaire. « L'enseignement de rattrapage est organisé en trois années. Après ces trois ans, l'EPST les admet à l'ENAFEP, ils obtiennent leurs certificats et peuvent poursuivre leur cursus secondaire », a expliqué le chef de division provinciale de l'Éducation, François Mukendi. Mbuji-Mayi, une ville de près de 3 millions d'habitants, est confrontée à des défis socio-économiques majeurs, exacerbés par le manque d'infrastructures routières adéquates et son enclavement.

Plaidoyer pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC. « La Constitution de 2006, telle que modifiée à ce jour, indique à son article 47 que le droit à la santé et à la sécurité alimentaire est garanti. Malheureusement, la situation alimentaire et nutritionnelle de notre pays n'est pas reluisante », a alerté Dominique Munongo, le Rapporteur adjoint de l'Assemblée nationale. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), 28 millions de personnes en RDC sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. Comme cause sous-jacente de cette malnutrition, l'insécurité alimentaire au niveau des ménages, avec ses multiples facteurs, a plongé le pays dans un taux de malnutrition chronique infantile de 47,9 %. Portée par les députés nationaux Katembo Thadée Kambere et Alexandre Kambale, cette loi vise à impulser, par des mécanismes appropriés et innovants, la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate pour tous les Congolais.

Nord-Kivu : les rebelles du M23 signalés à Kashebere et Kibati. Des habitants de la zone rapportent une présence visible des combattants M23 dans ces villages. Selon ces sources, la situation reste relativement calme ce lundi. Cependant, elles expriment des inquiétudes quant aux intentions des rebelles, soutenus par l'armée rwandaise, de reconquérir d'autres entités du territoire qu'ils avaient quitté depuis le 2 avril dernier.

Effort de guerre : des confessions religieuses apportent des vivres et des non-vivres aux FARDC, ainsi qu'aux combattants Wazalendo. À travers leur don, ces confessions religieuses disent vouloir témoigner de l'unité du peuple congolais derrière ses forces de défense. Quelques pasteurs des églises de réveil, présents à cette cérémonie, ont salué la portée de cette action, initiée sous la mobilisation du ministre de la Justice, en réponse à l'appel à la mobilisation générale décrété par le Président de la République, Félix Tshisekedi, dans le cadre de l'effort de guerre.

Meurtre du policier Fiston Kabeya : le ministère public charge la garde de Judith Suminwa. Lors de la reprise du procès ce lundi, le magistrat du parquet militaire a soutenu que le policier de circulation routière Fiston Kabeya avait bel et bien été tabassé avant sa mort par les prévenus : « Le 25 mars 2025, la Première ministre quittait son bureau pour se rendre à la cité de l'UA sur invitation de la haute hiérarchie, (...) Curieusement contre toute attente, quelques minutes après, on verra le même cortège revenir cette fois sans madame la Première ministre. Le commissaire supérieur adjoint Olivier Dunia Kanza s'emmène avec sa suite pour tabasser le policier Fiston Kabeya à son poste de service et, malheureusement, la mort s'en était suivie à la suite des coups reçus ».

Mgr Ngumbi, évêque de Goma : « La situation n'est pas facile, mais nous gardons la foi et l'espérance ». Cette déclaration a été faite dimanche 13 avril, lors de la célébration du dimanche des Rameaux. Dans son message, l'évêque a exhorté les fidèles à ne pas laisser les épreuves altérer leur foi, soulignant l'importance de rester unis et constants dans leur spiritualité.

Tensions et affrontements à Katana, au Sud-Kivu, entre l'AFC/M23 et les Wazalendo. Alors que les pourparlers entre le gouvernement congolais et l'AFC/M23 continuent à Doha, sur le terrain, la situation reste tendue. Ces affrontements, qui ont débuté à la fin de la semaine dernière, se sont intensifiés cette semaine. Depuis 10h, ce lundi 14 avril, des tirs ont résonné dans le secteur nord de Katana, situé dans le territoire de Kabare, au sud du lac Kivu. Selon des sources locales, les affrontements ont été déclenchés par une embuscade tendue par les Wazalendo contre les combattants de l'AFC/M23. Les combats se sont concentrés autour du centre de Kabamba et de la localité voisine de Mabingu, situées à moins de deux km de Katana, à environ 10 km de distance. Armés principalement de fusils AK-47 et parfois vêtus de treillis, ces Wazalendo, originaires du Haut Plateau de Kalehe, sont les seuls acteurs présents sur le terrain et mènent les affrontements contre l'AFC/M23. Face à l'intensité des combats, les habitants de Kabamba ont fui, abandonnant notamment le plus grand marché de la localité qui se tient chaque lundi et vendredi. En fin de journée, un calme précaire semble s'être installé dans la zone. Les combattants de l'AFC/M23 ont commencé à reprendre les positions perdues plus ces derniers jours. (RFI)

Mardi 15 avril.

La 16e réunion des ministres de la ZLECAF s'ouvre ce mardi à Kinshasa. Cette réunion du conseil des ministres du Commerce des pays membres de la Zone de Libre-Échange continentale Africaine (ZLECAF) fait face aux défis de la diversification des économies africaines avec le développement des chaînes de valeurs régionales, des infrastructures et de l'électricité. Pour cela, une mise en place des stratégies concrètes et réalistes s'impose. La RDC, avec l'avènement de ses Zones économiques spéciales, veut prendre part active dans la ZLECAF avec plus des produits à exporter made in DRC. Cette 16e édition avait été précédée par des réunions techniques des experts des 54 pays membres de la ZLECAF.

Promouvoir l'agriculture durable et l'alimentation locale à Kinshasa : Les agricultrices et entrepreneures dans la transformation agroalimentaire se confient. Le DeskFemme a rencontré quelques femmes agricultrices et entrepreneures œuvrant dans la transformation agroalimentaire à Kinshasa. Elles ont partagé leurs initiatives visant à

promouvoir l'agriculture durable, l'alimentation locale et l'autosuffisance alimentaire dans la capitale. Louise Oloweko, une agricultrice de 45 ans qui cultive des légumes (amarantes, feuilles de manioc...) à Maluku, se confie : "Nous avons constaté que de nombreux produits alimentaires consommés à Kinshasa sont importés, ce qui impacte non seulement l'économie locale, mais aussi la santé des populations. J'ai décidé de faire pousser des légumes bio pour offrir des alternatives saines à la population et sensibiliser sur l'importance de consommer local,". Elle cultive également des tomates, des oignons, des épinards et du maïs à Kimwenza. Mais l'obstacle majeur pour elle reste la gestion de l'eau et des sols. "L'irrigation est un défi majeur ici. Nous avons mis en place des systèmes de récupération d'eau de pluie et nous avons recours à des pratiques agro écologiques pour limiter l'usage des produits chimiques," ajoute-t-elle. La transformation des produits agricoles constitue une autre facette de cette dynamique. Nathalie Maka, spécialisée dans la transformation de fruits et épices en conserves, raconte. "L'agriculture est une base, mais il faut transformer pour avoir un impact durable. En transformant des produits locaux en conserves, jus ou épices, je crée de la valeur et des emplois tout en réduisant la dépendance aux produits importés," confie Nathalie, qui a lancé sa propre entreprise de transformation agroalimentaire il y a cinq ans. Aujourd'hui, elle exporte une partie de sa production vers d'autres provinces du pays et participe activement à des campagnes de sensibilisation sur les bienfaits de consommer des produits locaux. Elle mise sur les ressources locales : "Je travaille avec des femmes agricultrices, nous faisons le lien entre production et transformation, et cela crée une chaîne de valeur très bénéfique pour la communauté." Parallèlement, Clara Ngoma, une autre entrepreneure dans la transformation agroalimentaire, met l'accent sur la diversification des produits. "Nous ne devons pas seulement nous limiter à la transformation des fruits et légumes. J'ai récemment commencé à transformer des produits dérivés du manioc, comme la farine et le tapioca, pour diversifier l'offre alimentaire. Cela permet d'encourager les agriculteurs à cultiver davantage de manioc, tout en contribuant à la sécurité alimentaire dans la région," explique-t-elle. Elle note également que la transformation donne aux produits locaux une durée de vie plus longue, ce qui ouvre des perspectives d'exportation et réduit les pertes post-récolte. Françoise Bena, directrice d'une association d'agricultrices, souligne pour sa part, l'importance de la formation et du soutien gouvernemental pour pérenniser ces projets. "Les femmes ont un grand rôle à jouer dans la sécurisation alimentaire, mais elles ont besoin d'outils, de formation et d'un meilleur accès au financement pour aller plus loin. Nous faisons des miracles avec peu de moyens, mais il faut plus de soutien pour qu'elles puissent réellement prospérer." Malgré ces succès, les femmes agricultrices et entrepreneures rencontrent de nombreux défis. L'accès au financement reste l'un des plus grands obstacles. Beaucoup d'entre elles sont exclues du système bancaire traditionnel et peinent à obtenir des prêts pour développer leur activité. En outre, l'accès aux marchés reste limité, surtout dans les zones rurales où les infrastructures de transport sont dégradées. (**Actualité.CD**)

Bukavu dans le chaos deux mois après son occupation par le M23/AFC. Le secteur financier est gravement affecté : banques et institutions de microfinance, restent fermées, bloquant les liquidités et accentuant l'inflation monétaire, selon des sources dans la région. Cette situation étrangle le pouvoir d'achat des ménages, déjà confrontés à la pénurie de biens essentiels et à l'insécurité, déplorent certains habitants. **Insécurité endémique.** Des groupes armés non identifiés terrorisent la population pendant la nuit, pratiquant pillages et exécutions sommaires. Les victimes de ces actes inciviques, sont parfois lynchées par des habitants exaspérés, alimentant un cycle de violence extrajudiciaire. Les autorités locales semblent absentes face à cette justice populaire. Les zones rurales, coupées par les combats entre les Wazalendo et les rebelles, deviennent inaccessibles. Les structures sanitaires sont en rupture de médicaments après le départ des ONG, tandis que le système éducatif s'effondre : écoles sous-occupées et frais scolaires impayables dominent le paysage, selon des sources concordantes. L'avancée initiale du M23/AFC, soutenue par le Rwanda, avait conduit à l'occupation sans résistance de Bukavu le 14 février dernier, suivie de pillages massifs et d'un exode de 10 000 réfugiés vers le Burundi, selon plusieurs organisations et la société civile.

L'armée neutralise une dizaine de miliciens du groupe armé Zaïre à Djugu, allié au M23 et dirigé par Thomas Lubanga, lors d'affrontements à Joo, sur les rives du lac Albert, dans le territoire de Djugu, province de l'Ituri. Les combats ont éclaté après une attaque des miliciens contre la position de la 332e Base navale des Fardc. La riposte des forces régulières a permis de neutraliser une dizaine de miliciens et de récupérer quelques armes. Les autorités militaires assurent que la situation est désormais sous contrôle et que les opérations de traque se poursuivent le long du littoral du lac Albert pour déloger les éléments du CRP/Zaïre, accusés de multiplier les attaques contre les positions des Fardc.

Le M23 mène une opération de ratissage à Mutao près du parc des Virunga. Les assaillants ont détruit des habitations appartenant à des civils soupçonnés d'avoir abrité des combattants Wazalendo, ces milices locales alliées aux Fardc. Les accrochages quasi quotidiens entre les patrouilles du M23 et les différents groupes armés locaux s'intensifient dans cette zone stratégique. Des sources concordantes dans la région déplorent que les combats récurrents affectent l'ensemble de la zone frontalière nord des groupements Rusayu, Kibati et Muja, et qu'ils s'étendent parfois en profondeur dans l'aire protégée du parc des Virunga. Cette situation a entraîné une perte de contrôle de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) sur le secteur, désormais sous l'influence des groupes armés.

L'Église anglicane du Congo distribue des vivres à 250 ménages de déplacés à Bukavu. Ces déplacés ont abandonné tous leurs biens dans leurs villages notamment à Kalehe, Bunyakiri, Kalonge et Katana. Ils ont reçu des vivres composés de riz, haricots, huile, ainsi que des produits non alimentaires tels que des casseroles et divers ustensiles. L'Église anglicane de Bukavu tire ses moyens auprès de ses partenaires, notamment l'Église sœur d'Allemagne, ainsi que des collectes organisées auprès des fidèles diocésains, explique Mgr Bahati Balibusane, responsable de cette église. Face au nombre élevé de déplacés répartis dans la ville de Bukavu, l'Église anglicane ne compte pas se limiter à la commune de Bagira. Elle prévoit d'étendre ses actions dans les deux autres communes de Kadutu et Ibanda.

Walikale-Centre : 70 % de la population en fuite vers les forêts environnantes, tandis que d'autres ont pris la direction de Lubutu, jusqu'au Maniema, selon Ocha. Le rapport mentionne également que des bombardements survenus le 22 mars ont fait au moins trois morts parmi les civils et plusieurs blessés. Des infrastructures publiques ont été endommagées, notamment l'aérodrome de Kigoma et le pont sur la rivière Lowa. La persistance des affrontements complique l'approvisionnement en intrants et en équipements médicaux, mettant les acteurs de santé en difficulté. Toutefois, depuis début avril, une reprise timide des activités est observée à Walikale-Centre, notamment dans les petits marchés, les services et les pharmacies locales. Au moins 20 % des habitants y sont retournés, selon l'OCHA.

Mbandaka: incendie d'une baleinière sur le fleuve Congo, des morts et plusieurs personnes brûlées. Une baleinière a pris feu dans la soirée de ce mardi 15 avril 2025 sur le fleuve Congo à Mbandaka, dans la province de l'Équateur. Un premier bilan fait état de morts et plusieurs blessés déjà admis aux soins à l'hôpital général de référence de Wangata. L'opération de secours se poursuit et l'origine de l'incendie n'est pas encore clairement identifiée.

